

Fiche projet - Projet d'étude pour l'accès à l'eau potable, et travaux d'assainissement dans la commune de Bassar 4, au Togo

Informations générales

PROJET EN COURS

Date de début : juillet 2024

Date de fin : juillet 2025

Localité : Bassar 4, Togo

Zones d'intervention : [Afrique de l'Ouest](#), [Europe](#)

Pays d'intervention : [France](#), [Togo](#)

Budget : 129860€

Financeurs régionaux : [La région](#)

Financeurs nationaux : --

Autres financeurs : Agence de l'Eau Adour Garonne, SIAEPA de Bonnetan, Autofinancement

Secteurs d'intervention : [Eau - Assainissement](#), [Éducation à la citoyenneté mondiale](#)

Objectifs de Développement Durable



Porteur du projet

Hydraulique Sans Frontières - délégation Sud-Ouest

Type de structure : ASSOCIATIONS, Antenne d'association nationale

Pays d'intervention : [Bénin](#), [Bolivie](#), [Madagascar](#), [Sénégal](#), [Togo](#)

Secteurs d'intervention : [Eau - Assainissement](#)

Adresse : 237 Avenue de la république 33200 Bordeaux , 33200 Bordeaux

Représentant : M. Hubert LECLERC

Suite à la sollicitation d'HSF par la mairie de Bassar 4 et à la mission exploratoire qui a suivi, un projet d'étude a été constitué pour définir les ouvrages et actions d'accompagnement à mener dans les 6 villages des 2 cantons de la commune : Kawa Peulh, Tchaboua Losso, Koundoum, Sowali, Koundoum Ta et Sanda Té. Le lycée de Sanda Kagbanda, chef-lieu de canton, est dépourvu de latrines alors qu'il accueille à l'heure actuelle 602 lycéen(e)s et 30 enseignants. La construction de 2 blocs de latrines VIP doubles fosses 6 cabines destinées aux lycéen(e)s et d'un bloc de latrine VIP doubles fosses de 2 cabines destinées aux enseignants, accompagnera la première phase d'études.

Le projet global comprendra plusieurs phases : études puis travaux.

L'objet de cette première phase de projet est la réalisation d'un projet d'étude.

Ce projet d'étude concernera 6 villages et un lycée dans lesquels les activités suivantes seront menées :

- 1) Un inventaire géoréférencé de l'ensemble des forages avec mesure de la piézométrie dans 6 villages
- 2) Un diagnostic approfondi des ouvrages en panne et abandonnés réhabilitables
- 3) Des essais de débit longue durée, des analyses d'eau et des passages de caméras
- 4) Un diagnostic socio-sanitaire des pratiques des ménages liés à l'eau et l'assainissement auprès de la population locale
- 5) La collecte et l'interprétation des données de forages et géophysiques existantes
- 6) Des études géophysiques si nécessaires
- 7) Un diagnostic de la gestion actuelle du service d'eau et d'assainissement et un accompagnement à la définition des besoins en assainissement
- 8) La construction de 2 blocs de latrines VIP doubles fosses 6 cabines destinées aux lycéen(e)s et d'un bloc de latrine VIP doubles fosses de 2 cabines destinées aux enseignants
- 9) La sensibilisation des élèves et enseignements à la bonne utilisation et au bon entretien des latrines

L'objectif sera de réaliser une étude pour établir un avant-projet sommaire des futurs ouvrages nécessaires pour répondre aux besoins en eau potable des bénéficiaires.

Cette étude permettra également de réfléchir à la mise en place d'une gestion efficace des ouvrages et de concevoir les futurs travaux, formations et sensibilisations pour répondre au mieux aux problèmes d'hygiène et d'assainissement qui seront soulevés dans les enquêtes.

Contexte

1. Le Togo s'est engagé depuis plusieurs années dans un processus de décentralisation : le découpage territorial a donné naissance à 117 communes. Bassar 4 est l'une des quatre communes de la préfecture de Bassar dans la région de la Kara. L'habitat est dispersé au niveau des villages composant la commune sauf pour Sanda Té où un noyau regroupé existe. Le réseau électrique est quasiment inexistant sauf sur Tchaboua où une ligne électrique dessert le village, et sur Koudoum centre. A part au poste autonome du centre de santé de Koudoum, il n'y a aucun autre équipement solaire. L'accès à tous ces villages est relativement aisé, surtout en saison sèche. Cependant, l'accès est particulièrement difficile en saison des pluies. C'est une commune cosmopolite dont les principales ethnies sont Kabyè,

Djamdè, Lamba, Peulh, Tem. Le français, le kabyè, le mina sont les principales langues parlées. Les religions, chrétienne et musulmane, cohabitent sur l'ensemble du territoire. L'agriculture emploie une frange importante de la population active de la région. L'exploitation des produits vivriers prédomine avec une agriculture familiale. Les produits maraîchers, et ceux de rente sont relativement développés. Associé à l'agriculture, l'élevage y est relativement développé. Le nombre de têtes de bétail peut varier considérablement au cours de l'année à cause de la migration des peulhs dont une partie ne séjourne ici qu'une partie de l'année (en saison sèche essentiellement) Les marchés sont une des ressources principales des communes. Sur la zone concernée par notre étude il y a un marché dans le village de Koundoum Ta (marché relativement important) et un gros marché sur Sanda Kagbanda. La région de Bassar est constituée de savanes arborées, de petites montagnes boisées et quelques plaines sillonnées par de petites rivières. La région est surtout réputée pour la culture de l'igname qui donne lieu début septembre à de nombreuses fêtes de l'igname

2. Les derniers éléments de pré-diagnostic sommaire ont été recueillis lors de la visite à Bassar 4 réalisée par 2 membres de HSF en novembre 2022. Les constats sont en résumé les suivants : Globalement sur l'ensemble des villages visités la qualité du service de l'eau peut être améliorée car les systèmes actuellement mis en place ne répondent pas aux besoins en eau de manière satisfaisante. L'essentiel des villages visités est équipé en PMH (Pompe à Motricité Humaine), seul le village de Koundoum centre dispose d'un PEA (Poste d'Eau Autonome = forage avec pompage solaire + réservoir + borne-fontaine). Lors des enquêtes terrain la plupart des témoignages des CVD et habitants mettaient l'accent sur :

- le manque d'eau, notamment en saison sèche, au niveau des PMH. Certains doivent parcourir de longues distances pour aller récupérer de l'eau, en dehors de leur village dans le pire des cas, ou retourner au marigot ou ruisseau le plus proche lorsque les forages ne donnent plus d'eau (ou à un débit très limité). L'enjeu sanitaire apparaît dès lors comme évident

- le problème d'entretien et de maintenance des installations, avec une majorité des PMH recensées qui sont ou ont récemment été hors services ou dégradées. Le diagnostic a du mal à être établi rapidement et souvent la cause n'est pas bien identifiée (en tout cas les villageois et les CVD n'en ont pas connaissance). La communication avec le maintenancier de Bassar (installé à Kabou, détaché du MEHV) semble être compliquée, mais il a au moins l'avantage d'être bien identifié par les locaux.

- la difficulté d'exploiter les infrastructures existantes par manque de moyen, surtout financier. En effet, les pratiques de tarification de l'eau sont très disparates selon les villages, et en l'absence de tenue de compte et de suivi sérieux des consommations il est difficile d'évaluer l'efficacité des services de l'eau mis en place

(cf Tableau des installations d'eau potables existantes dans les villages visités en annexe).

La totalité des villages visités disposent de latrines familiales construites par les habitants suite à une campagne ATPC réalisée par l'association ADESCO. Rien n'a été mis en place pour la maintenance et l'entretien, pas de réutilisation des matières (fosse simple).

Les habitants sont nombreux à avoir rapporté que ces latrines sont devenues dangereuses avec le temps, car la structure faite avec du bois se fragilise et finit souvent par s'effondrer. Plusieurs cas de chute ont été dénombrés, actuellement la mairie nous dit que la population n'a pas confiance dans ce type d'installation.

Au niveau des lieux publics quelques écoles sont équipées de latrines, la plupart des mosquées également mais en général réservées pour l'usage des fidèles. Les centres de santé (CMS) sont équipés de latrines mais elles sont réservées pour l'interne. Aucun bloc de latrine fonctionnel n'a été recensé sur les places de marchés.

Le lycée du chef-lieu de canton, Sanda Kagbanda, qui scolarise 600 lycéen(e)s et 32 enseignants est dépourvu de latrines et considéré comme prioritaire par la mairie et les habitants.

La mairie n'a aucun projet concernant l'assainissement, et ne sait pas comment mettre quelque chose en place. L'appui du service de l'assainissement basé à Bassar 1 est inexistant.

Au Togo, en milieu rural, ce sont les AUSEPA (Association des Usagers de l'Eau Potable et de l'Assainissement) ou les opérateurs privés qui assurent la desserte en eau potable et assainissement. Pour les forages PMH, ce système est encore en place. Cependant, conformément à la nouvelle politique de décentralisation, il est voué à changer: il est en effet possible de déléguer la compétence eau aux Communes via un arrêté du Ministère. Dans le cas où la maîtrise d'ouvrage a été délégué par le Ministère aux Communes, une délégation de service public à travers un appel d'offre pour trouver des opérateurs privés compétents doit être mise en place. Ce fonctionnement est en cours d'expérimentation. Cependant à l'heure actuelle, les communes n'ont pas toutes des capacités de gestion suffisantes. Les AUSEPA et les Directions Régionales continuent alors de jouer leur rôle.

En matière d'assainissement, la division Assainissement et Hygiène du milieu du Ministère de la Santé accompagne les communes et villages pour l'aménagement de système d'assainissement autonomes des eaux usées grâce aux services régionaux de l'Hygiène Publique et de l'Assainissement de base.

Dans la commune de Bassar 4, les ouvrages sont gérés soit par des comités eau soit par les CVD. Ils sont peu formés que ce soit en gestion ou en maintenance. La gestion de l'eau n'étant pas encore uniforme, c'est pourquoi dans cette phase étude, il est important de faire un diagnostic de la gestion actuelle des services d'eau pour comprendre les différents acteurs, problèmes existants, fonctionnement, etc. Ceci permettra de prévoir les formations et le renforcement de capacités adéquat dans le projet en phase 2. L'association PADES, basée à Kara, qui a l'expérience de ces diagnostics et formations, pourra ainsi accompagner au mieux la mise en place d'une gestion conforme aux réglementations togolaises.

Suite à des échanges avec le Service Régionale de l'Hygiène Publique et de l'Assainissement de base, il est désormais préconisé au niveau du Togo d'installer des latrines communautaires principalement dans les écoles et dispensaire. C'est pourquoi des latrines seront construites dans les écoles, collège, lycée, marchés et centre de santé. Le Service Préfectoral a indiqué qu'à l'inverse, il n'est plus recommandé de mettre en place des infrastructures d'assainissement collectives dans les villages. C'est pourquoi, PADES avec le Service Régional sera en appui pendant la phase étude pour étudier le système d'assainissement privé adéquat.

ð La mairie de Bassar 4 est le partenaire local de ce projet et sera en charge de l'accompagnement, de la coordination et du suivi du projet dans sa globalité. Elle participera également aux réunions d'information du projet.

ð La Direction Régionale de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise – Région de la Kara, a été rencontrée lors de la mission exploratoire en novembre 2022. Elle va appuyer au suivi des études techniques (essai de débit, diagnostic, etc.)

Elle va également collaborer avec l'association PADES, comme cela a été fait sur d'autres communes, pour le diagnostic de la gestion actuelle du service et l'appui à la mise en place d'un système de gestion adéquat et en accord avec la législation.

ð Le Service Préfectoral de l'Assainissement basé à Bassar a également été rencontrée pendant la mission exploratoire.

Il accompagnera le projet notamment pour identifier avec PADES les besoins en assainissement et pour s'assurer que la stratégie d'intervention qui sera choisie soit en adéquation avec les recommandations et réglementations du Ministère de la Santé

Un projet d'adduction d'eau est en cours de réalisation dans le centre de Sana Kagbanda, mené par la Togolaise des eaux (TDE). Mais le chef-lieu de canton étant considéré comme un milieu semi urbain, il n'existe à l'heure actuelle aucun projet concernant l'hygiène ou l'assainissement sur le reste de la commune.

La commune de Bassar 4 a transmis le 4 avril 2022 une demande d'intervention. Plusieurs réunions par vidéoconférences entre les différents membres impliqués (le Maire de Bassar 4, membres HSF) ont été organisées pour préparer la mission exploratoire. Une mission exploratoire a eu lieu du 5 novembre au 14 novembre 2022, réalisée par Rémi Boutin et Willy Zurell, bénévoles de la délégation Sud-Ouest d'HSF, accompagné du correspondant HSF sur place, Richard Oloude. La demande concernait la construction d'un ou plusieurs châteaux d'eau alimentant des bornes fontaines, à établir un service public de l'eau au niveau de ces dernières et à la sensibilisation de la population à l'utilisation de l'eau et de l'assainissement. La commune avait sélectionné 5 villages sur les 20 que compte la commune. En plus de la visite des villages concernés, la mission exploratoire a permis de s'assurer qu'aucun projet d'extension du projet gouvernemental ne couvrirait la zone ciblée par HSF. Finalement, ce seront 6 villages qui seront concernés par le projet ainsi qu'un lycée. Un compte rendu de cette mission exploratoire est présenté en Annexe 1.

Le projet décrit ci-après a été conçu par les bénévoles de la délégation Sud-Ouest d'HSF, en lien avec la commune de Bassar 4.

Publics concernés

Habitants des villages de Bassar 4

Public France (ECSI): jeunes, publics scolaires, agents de collectivités territoriales

Partenaires locaux

Commune de Bassar 4

Le PADES

Objectifs du projet

Objectif spécifique 1 : Établir un avant-projet sommaire d'ouvrages permettant d'assurer l'adéquation entre la disponibilité de la ressource en eau et les besoins des populations concernées.

Objectif spécifique 2 : Proposer un dispositif d'assainissement adapté à la population concernée et choisie par elle en fonction des besoins exprimés et construire des blocs de latrines au lycée de Sanda Kagbanda

Objectif spécifique 3 : Connaître le type de gestion et de gestionnaire conforme aux réglementations nationales qui sera en charge des infrastructures futures (exploitation et gestion du réseau AEPA) et en informer les acteurs locaux.

Objectif spécifique 4 : Définir un cahier des charges de sensibilisation des futurs usagers adapté au contexte du projet (prix de l'eau, bonnes pratiques d'hygiène, intérêt de l'assainissement).

Activités

Activités liées au résultat 1 :

- Étude des forages existants (essais de pompage, analyse d'eau, passages de caméras, diagnostic, etc.)
- Etudes géophysiques.

Activités liées au résultat 2 ;

- Un accompagnement à la définition des besoins en assainissement
- Construction de blocs de latrines publiques sur le Lycée de Sanda Kagbanda (2 blocs de 6 cabines destinées aux lycéens et 1 bloc de 2 cabines destinés aux enseignants) avec présence de lave- mains

Activités liées au résultat 3 ;

- Diagnostic de la gestion actuelle du service d'eau et d'assainissement
- Concertation sur la future gestion des ouvrages avec la direction de l'hydraulique et les villages à desservir

Activités liées au résultat 4

- Diagnostic socio-sanitaire (enquêtes ménages)
- Sensibilisation à la bonne utilisation, gestion, et entretien des latrines au Lycée de Sand Kagbanda

Résultats

Résultat n°1 : la situation de la ressource en eau est bien connue dans les 6 villages retenus

Résultat n°2 : les besoins en assainissement sont connus et une stratégie d'intervention est prévue

Résultat N°3 : Le type de gestion et de gestionnaire à mettre en place est identifié. Les acteurs en sont informés.

Résultat n°4 : Les partenaires pour assurer des futures séances de sensibilisation sont trouvés et un programme de sensibilisation à est établi.

Les lycéens et enseignants sont sensibilisés à l'intérêt de l'assainissement et à la l'entretien des ouvrages.